

Massacre des allons-nous



Malgré une récente prise de conscience concernant la vulnérabilité de l'espèce, les populations d'éléphants continuent de fondre comme peau de chagrin. Si rien n'est fait pour enrayer le braconnage, le commerce de l'ivoire et la chasse aux trophées, ces créatures majestueuses pourraient disparaître en moins de dix ans.

Les éléphants: ne laisser les géants d'Afrique disparaître?



ADAM CRUISE

Journaliste & auteur



Une étude de 2016 a démontré qu'en seulement sept ans, un tiers des éléphants d'Afrique avait disparu. Les principales raisons de cette tragédie sont les suivantes:

- Le braconnage effréné, alimenté par la demande internationale d'ivoire qui ne veut résolument pas diminuer.
- La perte d'habitat, puisque l'homme gagne de plus en plus de terrain sur la nature
- Le commerce d'éléphants pour les zoos et cirques dans le monde entier.
- La poursuite de la chasse incontrôlée aux trophées.

FAIT:

Si rien n'est fait pour endiguer le braconnage et les autres menaces qui pèsent sur ce doux géant, il est à craindre que les éléphants d'Afrique s'éteignent à l'état sauvage d'ici dix ans!

—
Tué pour son ivoire: éléphant abattu par des braconniers dans le parc national Kruger, en Afrique du Sud.

—
Stock d'ivoire en Afrique du Sud. La plupart des éléphants sont tués pour leurs défenses et pour répondre à la demande mondiale d'ivoire.



L'étude sur le nombre d'éléphants d'Afrique qui restent sur le continent a eu l'effet d'un électrochoc pour la communauté internationale. Soudain, les gouvernements ont pris des mesures urgentes pour arrêter le massacre. Les Etats-Unis, puis la Chine, les deux plus grands consommateurs d'ivoire, ont promulgué une interdiction presque immédiate de leurs marchés nationaux d'ivoire. Simultanément, le Kenya et des douzaines d'autres pays ont procédé à la destruction de leurs stocks d'ivoire. Les Etats-Unis se sont également distingués en interdisant l'importation de trophées provenant de pays comme le Zimbabwe et la Tanzanie. Désireux de rejoindre le club des «bons élèves», le Botswana avait pour sa part interdit non seulement la chasse aux éléphants mais aussi celle de plusieurs espèces sauvages menacées.

PROTECTION INTERNATIONALE – L'UE FAIT BLOCAGE

A l'échelle mondiale, les organisations

de défense de l'environnement et des animaux n'ont pas attendu le recensement de 2016 pour s'inquiéter du sort des éléphants. Ainsi, la Fondation Franz Weber (FFW) a soutenu une alliance de plus de 30 pays africains, qui ont pu obtenir de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de

flore sauvages menacées d'extinction (CITES) un moratoire de dix ans entre 2008 et 2017 sur les ventes internationales d'ivoire. Ce moratoire avait été instauré suite à la décision catastrophique de la CITES d'autoriser les ventes d'ivoire issu des stocks nationaux de quatre pays d'Afrique australe à la Chine et au Japon.

VENTES NÉFASTES D'IVOIRE

Les éléphants de la plupart des pays africains sont inscrits à l'Annexe I de la CITES. Il s'agit du statut de protection le plus élevé de la Convention, puisqu'elle interdit le commerce des éléphants et de leurs parties puisque cette espèce est menacée d'extinction. Toutefois, en 1997 et 2000, quatre pays d'Afrique australe – l'Afrique du Sud, le Botswana, la Namibie et le Zimbabwe – ont convaincu la CITES de déclasser leurs populations d'éléphants et de les inscrire à l'Annexe II. Ces quatre pays ont donc été autorisés à vendre leur stock d'ivoire. Deux ventes se sont ensuivies : en 1999, 60 tonnes d'ivoire ont ainsi été vendues au Japon et en 2008, 102 tonnes d'ivoire ont à nouveau été vendues à la Chine et au Japon, stimulant fortement la demande d'ivoire. Cette demande a engendré un abattage massif d'éléphants sur le continent africain. Malgré les effets désastreux de ces ventes, les éléphants de ces pays restent à ce jour inscrits à l'Annexe II.



Les marchés intérieurs de produits d'ivoire dans le monde entier, de la Nouvelle-Zélande au Japon, provoquent les massacres d'éléphants en Afrique.

Hélas, la CITES n'a pas pris la mesure de ces conséquences. Lors de la 17e Conférence des Parties (CoP17), qui réunissait les 183 pays membres à Johannesburg en Afrique du Sud fin 2016, son système de votation a bloqué la réinscription à l'Annexe 1 de tous les éléphants d'Afrique. La mobilisation très médiatisée du Botswana, l'un des quatre pays pourtant à l'origine des ventes désastreuses des stocks d'ivoire n'y changea rien, malgré les efforts de Tsekedi Khama, alors ministre botswanais de l'Environnement, qui lors d'un vibrant plaidoyer avait imploré les délégués mondiaux de voter pour un renforcement de la protection des éléphants d'Afrique australe. Contre toute attente, c'est le vote en bloc des 28 membres de l'Union européenne (et de la Suisse!) qui scella le sort des éléphants. La protection de l'éléphant ainsi demeurée lacunaire, il est à craindre que les ventes ne reprennent; le moratoire sur les ventes d'ivoire d'Afrique australe est désormais expiré...

LES MARCHÉS NATIONAUX D'IVOIRE

L'Union européenne a l'habitude de plomber la protection des éléphants. Alors que même les Etats-Unis et la Chine ont fermé leurs marchés nationaux d'ivoire, l'UE s'accroche au sien. Et demeure le principal exportateur d'ivoire ancien, notamment vers l'Asie de l'Est.

L'impact de ce marché intérieur est désastreux, car il permet aux braconniers d'écouler leur ivoire braconné sur un marché «légal», en exploitant les failles de la législation européenne. En outre, il est désormais très clair que le commerce licite de l'ivoire encourage un trafic parallèle, afin de satisfaire une demande toujours plus forte.

Lors d'une enquête entre février et mars 2019, la Fondation Franz Weber a pu constater que le marché de l'ivoire légal était florissant en Afrique du Sud. Si le commerce d'ivoire brut y est interdit, le commerce d'ivoire ancien y est pour sa part autorisé et réglementé, comme au sein de l'Union européenne. Cette législation stipule que les détaillants sud-africains qui vendent des objets en ivoire ancien doivent être enregistrés, et que les potentiels acheteurs ont en théorie besoin d'un permis pour acquérir et posséder de l'ivoire. Problème: l'enquête a révélé qu'aucun revendeur ne détenait les documents nécessaires et qu'ils ignoraient la réglementation en vigueur. De fait, les transactions se font sans qu'aucune documentation relative à l'âge ou à l'origine des objets ne soit demandée. Comme au sein de l'UE, cela signifie que faire passer de l'ivoire issu d'éléphants tués récemment pour de l'ancien est un jeu d'enfants... De ce que nous avons pu constater, l'ivoire est essentiellement acheté auprès de gros-

sistes en antiquités, ou sur Internet, là encore sans documentation ni permis.

À en juger par les volumes affichés dans les vitrines de différentes boutiques, il s'agit d'un commerce prospère, principalement alimenté par la demande des touristes asiatiques ou européens. L'ignorance des vendeurs et des consommateurs n'est pas seule en cause. Selon un acheteur néerlandais, «les autorités douanières sud-africaines n'ont aucune idée des réglementations et ne font même pas la différence entre de l'os et de l'ivoire». Il affirme n'avoir jamais été inquiété, alors qu'il achète des objets en ivoire depuis trente ans pour les revendre en Europe.

Si le Botswana n'a pas (encore) de marché, la Namibie et le Zimbabwe abritent eux, un marché de l'ivoire florissant. Ces deux pays peuvent vendre de l'ivoire sculpté ou ouvragé sur leur territoire national. Seules les ventes de défenses brutes sont interdites. Contrairement à ce qui est pratiqué en Afrique du Sud et en Europe, ces pièces d'ivoire sculpté ne doivent pas être «anciennes» et peuvent provenir d'éléphants tués récemment. Étant donné que la Chine investit lourdement dans ces pays, il est à craindre que ce commerce puisse servir de couverture à un véritable trafic international d'ivoire illégal, mais «blanchi». Selon le dernier rapport du programme MIKE (Monito-



La vente de défenses entières a beau être illégale, cette défense d'éléphanteau a été ouvertement mise en vente sur un marché en Afrique du Sud.

ring of Illegal Killing of Elephants), la hausse du braconnage pourrait faire de l'Afrique du Sud une plateforme de transit majeure pour les exportations illégales d'ivoire vers l'Asie, ce que semblent appuyer de récentes saisies d'ivoire à l'aéroport de Johannesburg.

Sur le terrain, la conséquence de cette demande est palpable en Afrique du Sud. En 2014, deux éléphants braconnés pour leurs défenses ont été retrouvés – cela faisait quatorze ans que cela n'était pas arrivé. Depuis, les massacres suivent une inquiétante courbe croissante. En 2015, vingt-deux éléphants ont été braconnés, puis quarante-sept en 2016. L'année dernière, septante-deux éléphants ont été tués pour leurs défenses et cette tendance devrait se poursuivre en 2019 et au-delà.

NOUVELLE STRATÉGIE DU BOTSWANA: L'EXPLOITATION DE L'ÉLÉPHANT

Lors d'une conférence dans la ville de Kasane, au nord du Botswana, qui rassemblait les chefs d'État et les ministres de l'Environnement de l'Angola, de la Namibie, de la Zambie et du Zimbabwe, le président Masisi a souhaité planter le décor de sa nouvelle politique vis-à-vis des éléphants. Lors de cette conférence, il a ainsi distribué à ses homologues des tabourets en pieds d'éléphant, afin de souligner qu'il soutenait la «conservation» de l'espèce par son exploitation ; de la chasse aux trophées, au commerce de l'ivoire, en passant par celui de la peau ou de viande d'éléphant.

LE PROBLÈME DU BOTSWANA

La situation est encore pire au Botswana, où depuis l'an dernier, l'investiture du nouveau président, Monsieur Mokgweetsi Masisi s'est accompagnée d'un changement radical de politique à l'égard de la faune sauvage.

Souhaitant tirer profit de sa population d'éléphants, le nouveau président a levé l'interdiction de la chasse aux trophées imposée par son prédécesseur, Ian Khama. Et il envisage même d'abattre certains spécimens pour en faire des croquettes...

L'ivoire taillé est disponible dans les boutiques et sur les marchés dans tout le Zimbabwe et toute l'Afrique du Sud.





—
Outils et armes d'un braconnier d'éléphants.

L'EXPLOITATION SANS FIN: LE COMMERCE D'ÉLÉPHANTS VIVANTS EN NAMIBIE ET AU BOTSWANA

Les défenses ne sont, hélas, pas les seuls atouts rentables des éléphants. Souhaitant tirer profit du juteux commerce de spécimens vivants à destination de cirques ou de zoos, la Namibie et le Zimbabwe ont tous deux redoublé d'efforts pour s'imposer sur ce marché.

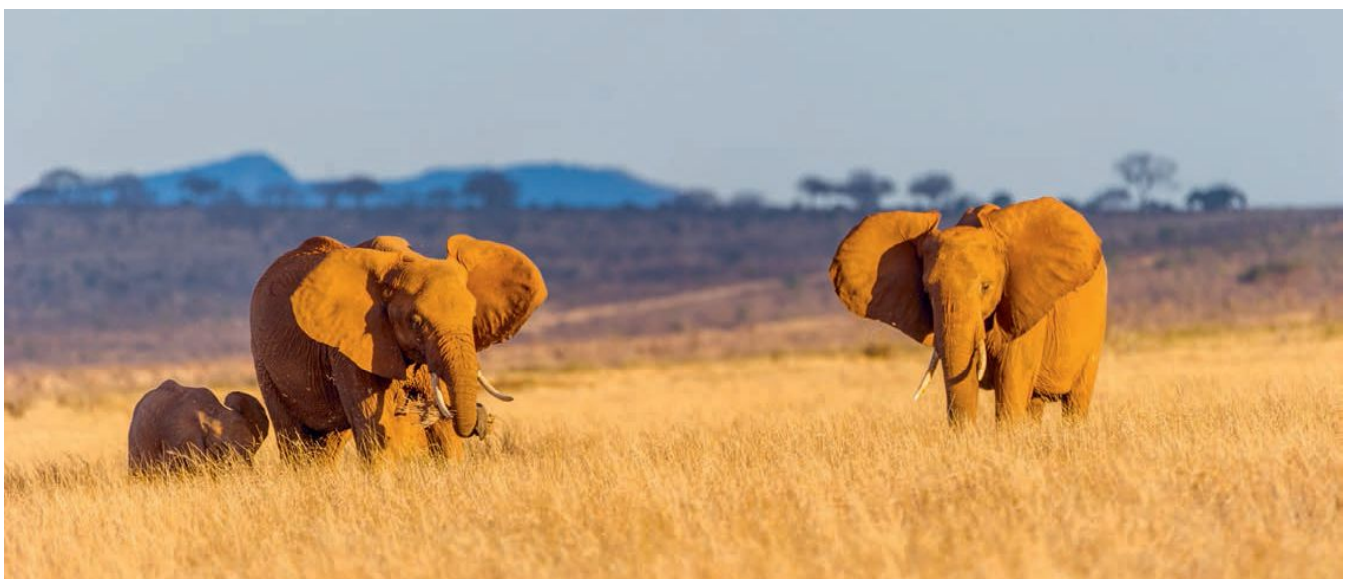
Afin de se justifier, Masisi affirme que le Botswana compte «trop» d'éléphants. Or, une récente étude scientifique aérienne menée au nord du Botswana – où sont concentrés les éléphants – vient le contredire, en mettant en évidence une forte hausse du braconnage et une baisse globale de la population d'éléphants de 15 %...

Après sa formidable mobilisation de 2016, le Botswana de Masisi vient désormais grossir le rang des pays qui souhaitent exploiter les éléphants

quelles qu'en soient les conséquences. La prochaine Conférence des Parties de la CITES (CoP18) approchant à grands pas, il a ainsi soumis une proposition conjointe avec la Namibie, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe, afin qu'une nouvelle vente massive de stocks d'ivoire nationaux soit autorisée. Séduite par cette initiative, la Zambie voisine propose de déclasser également ses éléphants, et de les inscrire à l'Annexe II de la CITES.

En mai dernier, six éléphants originaires de Namibie ont ainsi été exportés vers la République démocratique du Congo. Pour le gouvernement namibien, il s'agissait officiellement d'un «essai pour faire en sorte que les futures exportations se passent bien». La Namibie n'en est pas à son coup d'essai : elle a déjà exporté plusieurs éléphants vers des zoos, notamment à Cuba et au Mexique. L'an dernier, il était également question qu'elle exporte des

—
La Fondation Franz Weber s'engage sans relâche pour sauver les éléphants en Afrique et réclame une interdiction totale du commerce d'ivoire.



Des bébés-éléphants âgés de trois à cinq ans, brutalement séparés de leurs mères dans la nature, attendent dans de petits enclos d'être exportés, la plupart vers la Chine.



éléphants vers un zoo de Dubaï, mais a dû y renoncer face au tollé. Provoqué par cette décision Pas découragé pour autant, Dubaï a finalement acquis ses éléphants auprès du Zimbabwe.

En tout, ces cinq dernières années, le Zimbabwe a vendu plus de cent éléphanteaux pour un bénéfice total d'environ trois millions de francs suisses. Outre les quatre spécimens livrés à Dubaï, le reste des éléphants a été exporté vers la Chine qui, paradoxalement, a interdit la vente d'ivoire mais pas celle d'éléphants vivants! Selon des sources fiables de la FFW, 35 éléphanteaux du parc national de Hwange au Zimbabwe

devraient d'ailleurs prochainement rejoindre la Chine par avion...

AGIR, VITE

Vous l'aurez compris, la situation est critique : les éléphants risquent de disparaître. Sans une mobilisation totale et mondiale, ils ne pourront pas s'en sortir. C'est pourquoi, et surtout au vu de ces développements préoccupants, la Fondation Franz Weber poursuit sa lutte, inlassablement, pour sauver les éléphants d'Afrique de l'extinction. Le temps presse, car les pays d'Afrique australe s'évertuent à convaincre la CITES de lever encore plus de restrictions sur le commerce des éléphants.

Leur avenir devait se jouer fin mai lors de la Conférence des Parties (CoP18) du Sri Lanka, mais les récentes attaques terroristes ont entraîné le report de la conférence au mois d'août prochain, ce qui laisse encore plus de temps aux pays d'Afrique australe pour faire valoir leur cause...

Heureusement, ce délai ne profite pas qu'aux ennemis des éléphants: il permet également à la FFW et à ses organisations partenaires d'avoir encore plus de temps pour contrer ces approches destructrices. Pour que jamais, ces géants fragiles, ne disparaissent de notre planète.

ELÉPHANTEAUX CAPTURÉS AU ZIMBABWE

Au Zimbabwe, les éléphanteaux sont poursuivis par hélicoptère afin d'être isolés de leurs mères et sont anesthésiés depuis les airs à l'aide de fléchettes hypodermiques. Les adultes sont eux aussi chassés par un hélicoptère afin de les disperser. Une fois les petits tranquilisés, des équipes au sol se précipitent avec des tracteurs et des camions pour regrouper les éléphanteaux inconscients dans des remorques avant le retour des mères. Les bébés sont ensuite entassés dans une minuscule enceinte où ils sont préparés pour leur transfert par avion vers divers zoos en Chine. Nombre d'entre eux ayant encore besoin du lait de leur mère, beaucoup souffrent de malnutrition et tombent malades. Pour certains, cela marquera la fin du voyage...